

LIRE PAGE

- 2 à 7. — L'élection présidentielle, J. Fontanet, A. Mérie, J. Tournouer, A. Laurens.
 - 8. — Saïgon et le G.P.R., J.-C. Pomontil.
 - 15. — Les sports, F. Janin, J. Augendre.
 - 20. — L'entente des syndicats allemand, américain et italien de Saint-Gobain, J.-C. Buhner.
 - 24. — La mort d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie.
- I à VIII. — « Le Monde des livres ».

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Grèce, 100 dr.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,65 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 4
C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPRESS N° 65572
 Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Réforme régionale en Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique vient de prendre une importante initiative en donnant son approbation de principe au projet de réforme régionale que lui soumettait, après trois ans de travail, une commission royale d'enquête dirigée par lord Redcliffe-Maud. Ses auteurs se proposent en effet de bouleverser profondément non seulement une structure administrative vieille environ d'un siècle, mais aussi de nombreuses traditions et habitudes profondément ancrées.

La réforme, si elle est adoptée, entraînera la disparition des quelque mille deux cents comtés, districts, bourgs, villes et paroisses qui exercent une autorité régionale ou locale. A leur place sera édictée une nouvelle structure administrative composée de soixante et une unités régionales réparties en huit provinces. Ces dernières, qui porteront les noms que leur avaient donnés les Saxons il y a mille ans — Northumberland, Anglia, Mercia, etc. — auront à leur tête un gouvernement provincial habilité à trancher, en collaboration et avec l'approbation du gouvernement de Londres, les grands problèmes économiques et sociaux de leur ressort. Les membres de ce gouvernement seront soit cooptés, soit désignés par les soixante et une unités administratives prévues.

A l'échelon immédiatement inférieur, la compétence des soixante et un « super-conseils » à créer sera vaste puisqu'ils auront la responsabilité des services de santé, de sécurité sociale, d'éducation, de planification, etc. Ils comprendront soixante-quinze conseillers élus par un corps électoral allant de deux cent cinquante mille à un million de personnes, et seront dirigés par une commission centrale exerçant les fonctions exécutives. Autre innovation importante : chacune de ces unités inclura la ville et la campagne, ce qui mettra fin à une division anachronique. Pour les grandes agglomérations urbaines seulement, les responsabilités administratives seront partagées entre l'autorité centrale métropolitaine et un certain nombre de districts.

Les faiblesses du rapport Maud sont d'abord de rester assez imprécis en matière de compétences financières — un transfert partiel aux conseils régionaux du produit des impôts actuellement perçus par le gouvernement central est néanmoins prévu — ensuite de limiter singulièrement la zone de « participation » à la base de la pyramide : les conseils locaux, dont la compétence est limitée aux problèmes d'administration élémentaire, seront surtout des forums où s'exprimeront les vœux et doléances des administrés à l'adresse des « super-conseils ». Cet aspect de la réforme suscite évidemment les plus vives protestations parmi les intéressés, conseillers, maires, échevins, qui se voient menacés de perdre leurs fonctions et leur prestige, mais aussi dans des couches plus larges de l'opinion britannique. Le nouveau système risque en effet d'éloigner les habitants des petites localités d'une administration qui leur échappera de plus en plus, et dont les décisions seront prises en leur nom à l'échelon supérieur.

A cela les partisans de la réforme répondent que le système actuel fonctionne mal, que les électeurs se désintéressent largement des consultations locales — on a dénombré dans certains cas jusqu'à 80 % d'abstentions, — que les conseillers élus étaient de médiocre qualité et, surtout, qu'une unité administrative plus importante pourra mieux défendre les intérêts locaux en résistant aux pressions du gouvernement central. Cependant la description des vices du présent ne saurait soustraire à la critique un projet d'une telle ampleur.

Dans tous les cas la réorganisation ne pourra certainement pas être introduite avant l'automne, et il est même douteux qu'elle puisse être menée à bien avant les prochaines élections. Mais elle risque d'apporter un nouveau ferment de discordance dans les rangs mêmes du parti travailliste, déjà profondément divisé par l'affaire de la loi antigrève — les négociations menées à ce sujet entre le gouvernement et les syndicats sont toujours dans l'impasse — et par la gestion de plus en plus contestée du gouvernement Wilson à l'intérieur et à l'extérieur.

A MOSCOU

Les Suédois et les Britanniques adoptent à la conférence communiste la même position que les Italiens

De notre correspondant particulier ALAIN JACOB

Moscou, 13 juin. — Après huit jours de débats vendredi matin, la conférence des partis communistes et ouvriers devait encore entendre les porte-parole de vingt-six délégations, si l'on compte également celles des deux partis clandestins dont le nom n'est pas révélé. Seul, parmi les derniers orateurs, le chef de la délégation du parti communiste réunionnais devrait se ranger du côté des contestataires. Pour le reste, on n'attend guère de surprises des derniers discours, et il est douteux que leurs auteurs expriment des vues très originales sur l'organisation du mouvement communiste et son avenir.

Jeudi déjà ne sont intervenus que les représentants de partis d'importance secondaire. Cependant trois des discours prononcés au cours de la journée méritent d'être mentionnés.

Le porte-parole des communistes belges, M. Drumaux, a finalement opté pour la conciliation. Considéré comme l'un des contestataires possibles, il a effectivement évoqué dans son exposé les divergences internes du mouvement communiste et les effets négatifs de l'intervention en Tchécoslovaquie. Mais la délégation belge choisit malgré tout d'approuver les documents soumis à la conférence « en dépit de leurs imperfections ».

Des positions beaucoup plus critiques ont été prises par les représentants des partis suédois et britanniques. M. Werner (Suède) a dénoncé « les défauts considérables » des textes auxquels il reproche notamment de recourir à des formules généralistes et d'ignorer les contradictions existant entre les pays socialistes eux-mêmes. Suivant une ligne assez proche de celle des communistes italiens, l'orateur a rappelé que son parti avait condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie et regretté que la conférence n'ait pas été ouverte à toutes les forces anti-impérialistes, c'est-à-dire non seulement aux partis communistes, mais aussi aux représentants des partis socialistes de gauche et des mouvements de libération. Enfin, M. Werner a expliqué que s'il n'était venu qu'à titre d'observateur, c'est parce que, à son sens, de telles conférences devraient être essentiellement des rencontres de discussion dont chaque parti serait libre de tirer lui-même les conclusions.

Y aura-t-il un vote ?

M. John Gollan, secrétaire général du parti communiste de Grande-Bretagne, et qui assiste lui à la conférence à titre de délégué à part entière, n'a pas adopté un fond une attitude très différente. Après avoir, lui aussi, rappelés que les communistes britanniques avaient désapprouvé l'intervention en Tchécoslovaquie et critiqué les projets de documents, il a indiqué que l'attitude de son parti envers ces derniers ne pourrait être fixée qu'après son retour à Londres. Il a précisé que seul le troisième point du document de base (la lutte contre l'impérialisme) lui paraissait acceptable.

À vrai dire, il n'est pas certain que le problème de l'adoption des documents finaux ait été définitivement tranché. Des conversations de couloir auraient lieu actuellement pour déterminer la manière « dont la conférence va pouvoir se con-

clure ». Seule, on le sait, une très petite minorité des partis est décidée à ne pas signer les textes proposés. Mais ces dissidents — parmi lesquels figure avec les Italiens l'un des plus grands partis représentés à Moscou — suffisent à mettre en évidence une absence d'unanimité contraire aux traditions classiques du mouvement communiste, et finalement assez embarrassante. Sans doute peut-on s'étonner que les promoteurs de la conférence n'aient pas envisagé cette situation. Pensaient-ils que les principaux contestataires rejoindraient en fin de compte la majorité ? Toujours est-il que la question se poserait encore de savoir si l'on va effectivement « se compter » par la voie d'un vote ou par toute autre procédure. Il va de soi que toute solution en retard par rapport à une adoption formelle de l'ensemble des documents constituerait une concession majeure aux représentants de la minorité qui ont émis des doutes, comme M. Berlinguer, sur l'opportunité de telles conclusions collectives.

(Lire la suite page 9, 2^e col.)

DANS LEURS DERNIERS APPELS

M. Georges Pompidou promet « l'ouverture » et M. Alain Poher réclame « le changement »

Les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle lancent un dernier appel aux électeurs vendredi à 20 h. 30 à la télévision. Ainsi s'achève une campagne au cours de laquelle les deux adversaires ont placé respectivement leur candidature sous le signe du « changement » pour M. Poher, de l'« ouverture » pour M. Pompidou. Selon un sondage de la SOFRES que publie

« le Figaro », les électeurs ayant décidé d'exprimer leurs suffrages donnaient mercredi 56 % des voix à M. Pompidou (contre 58 % une semaine plus tôt) et donc 44 % à M. Poher (au lieu de 42 %). Sur cent électeurs interrogés, 20 % (au lieu de 18 %) ont déclaré avoir l'intention de s'abstenir ou de voter blanc, et 14 % (au lieu de 13 %) n'avaient pas encore arrêté leur décision.

Bien que dès le soir du premier tour M. Poher eût exprimé l'intention de se maintenir, c'est sur le thème d'un retrait qui eût laissé face à face le gaulliste et le communiste que s'engageait la seconde partie de la campagne. Invité par ses adversaires et par certains de ses partisans à s'effacer, le président intérimaire maintenait sa décision tandis qu'on enregistrait dans son camp quelques défections et aussi de nouveaux soutiens. M. Ducatel se désistait pour M. Pompidou que ralliait M. Tixier-Vignancour et aussi quelques centristes de plus, puis, successivement, M. Pradel, maire de Lyon, et M. Antoine Pinay. De leur côté, MM. Pierre Garet, Bertrand Motte et Camille Laurens déplaçaient que M. Poher, qu'ils avaient appuyé avec le Centre national des indépendants, se soit maintenu, et le C.N.I. choisissait cette fois la liberté de vote. M. Sudreau, enfin, regretta que le candidat centriste n'ait pas consulté ses amis avant de trancher.

En revanche, M. Gaston Defferre se désistait pour M. Poher, auquel le parti socialiste décidait d'apporter son appui jusqu'à l'élection, rejetant pour la suite « toute solution centriste », devait en son nom indiquer bientôt M. Pierre Mauroy. Et si le maire de Marseille devait accueillir chaleureusement le candidat centriste dans sa ville, et plusieurs parlementaires socialistes, notamment M. Chandernagor, participer activement à sa campagne,

l'avertissement n'en faisait pas moins l'effet d'une douche froide, et l'absence des socialistes, en particulier dans le Nord et le Pas-de-Calais, aux réunions de soutien à M. Poher, le silence persistant de M. Guy Mollet, confirmaient les limites d'un soutien purement électoral. Quant à M. Mendès France, il s'est prononcé contre l'abstention et contre M. Pompidou.

L'abstention communiste

Mais l'événement de la première journée, au lendemain du scrutin du 1^{er} juin, devait être la consigne d'abstention lancée par le parti communiste, qui créait ainsi un troisième camp entre ceux des deux concurrents. Tour à tour, la C.G.T., l'UNEF, diverses organisations d'extrême gauche, adoptaient la même attitude, tandis que d'autres, et d'abord deux des candidats du premier tour, M. Rocard et le P.S.U., M. Krivine et la Ligue communiste, recommandaient le vote blanc ou nul, l'abstention ou le boycottage de la consultation.

La Convention de M. Mitterrand se partageait entre un vote contre M. Pompidou — c'est-à-dire pour M. Poher — et le vote blanc. Force ouvrière et la C.F.D.T., la première en invoquant son habitude de neutralité, la seconde en se défendant de donner une consigne, penchaient en faveur du centriste, de même qu'Objectif 1972 de M. Robert Buron.

Cependant, le duel s'engageait dès l'ouverture officielle de la campagne, le vendredi 6. A la radio et à la télévision — ils faisaient d'ailleurs répéter tous deux leurs émissions du petit écran par France-Inter — M. Pompidou apparaissait d'abord seul, puis avec MM. Chaban-Delmas et Duhaime, qui annonçaient bientôt la fondation d'un nouveau parti : « Démocratie et Progrès », puis avec MM. Michelet et Giscard d'Estaing ; M. Poher faisait appel de son côté à trois députés : MM. Cazenave et Durafour (P.D.M.), et M. Chandernagor, et à un sénateur, M. Pelletier, puis pour sa dernière apparition, à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de l'« Express ». Ils dialoguaient aussi l'un et l'autre avec des journalistes et, en deux heures d'antenne, dressaient la synthèse de leur programme ou de leurs objectifs.

Dès les premières polémiques, le ton du président du Sénat s'était singulièrement élevé depuis qu'il avait, le jour même de l'ouverture de la seconde campagne, présidé le dernier conseil des ministres de son intérim, le dernier aussi du gouvernement Couve de Murville. Plus incisif, agressif même, M. Poher attaqua vigoureusement le régime, le « clan » au pouvoir et son représentant dans la bataille, n'oubliant jamais de rappeler que M. Pompidou avait été six ans premier ministre, affirmait malgré les sondages une confiance croissante dans son propre succès avec un optimisme qu'il voulait communicatif. Il gauchissait également quelque peu l'orientation de sa propagande pour mieux apparaître comme le candidat de toute l'opposition.

PIERRE VIANSSON-PONTE.
(Lire la suite page 5, 5^e col.)

UN PARI

Par JACQUES FAUVET

« même en y joignant, en répons, celui des alliances. Mais il aurait été nécessaire d'en créer ou d'en développer les conditions de base industrielles et financières, sachant bien que, le maître du verbe parti, nos « clients » n'attendent plus des messages ailés mais des commis-voyageurs, que nos voisins et concurrents ont moins bavards mais plus efficaces.

Il est tentant de jeter à la ferraille la force de frappe et d'en transférer le coût à des équipements productifs, ou encore de l'offrir à l'Europe, qui n'en veut guère. Mais il est plus difficile de définir une autre politique d'armement et de défense et ses incidences économiques et sociales.

Il est bien léger enfin d'évoquer si peu les événements de mal, pourtant à l'origine lointaine de cette élection, et de ne pas en analyser non les causes profondes qui sont universelles — ce serait trop demander, — mais les sources proprement françaises, qui en expliquent l'étendue et la durée, puis la contagion sociale.

Le moment est venu de choisir, c'est-à-dire d'éliminer. On ne s'arrêtera ni au tempérament des candidats, indéchiffrable ou camouflé, ni aux entourage inquiétants ou insuffisants, mal remis de la grande peur de mai, puis du référendum, ou d'un long jeûne du pouvoir, ni au catalogue gratuit du « prêt-à-porter » qui n'est pas le « prêt-à-payer », ni aux ralliements ou aux reniements qui sont humains et s'équilibrent.

Entre les deux concurrents, le véritable pari est d'un autre ordre : il met en jeu moins le contenu que la crédibilité de leur politique. Auraient-ils plus de vertu et de volonté qu'ils s'en prêtent, pourraient-ils l'appliquer ? Un jour de confiance, M. Pompidou s'est laissé aller à dire qu'un seul mandat présidentiel était bien suffisant, et qu'au bout de sept ans il fallait passer la main. Mais que dire alors de onze ans de pouvoir sans partage ? Certes les partis refusent pas non plus, autrefois, d'occuper, voire de coloniser, l'Etat. Mais, comme les gouverne-

ments changeaient en moyenne tous les six mois, les équipes se succédaient ou se superposaient et, à la chute du régime, tel ministre offrait d'assez belles stratifications partisans. Aujourd'hui, l'élargissement de la majorité et le renouvellement des ministres suffiront-ils à changer vraiment l'équipe dirigeante aux échelons les plus responsables du gouvernement et de l'Etat ? On peut en douter. La plupart des expériences étrangères et françaises prouvent que l'alternance est saine tant pour le pays que pour le parti au pouvoir. Le risque à prendre est donc sérieux. L'autre risque ne l'est pas moins. M. Poher n'a pas, à ce jour, la majorité de sa politique, et il ne peut espérer l'avoir qu'en courant la chance de dissoudre l'Assemblée nationale. Mais à l'action sans contrôle jusqu'à de nouvelles élections succéderait le risque de l'inaction faute de majorité dans la nouvelle Chambre. La réponse n'appartient, hélas ! ni au candidat ni à ses amis centristes. Elle n'a même pas à être donnée. Elle l'a été le jour où le responsable du nouveau parti socialiste a refusé toute solution centriste ou de troisième force. Nouveau ou pas, ce parti ne peut d'ailleurs retrouver l'espérance du pouvoir qu'en s'entendant d'abord électoralement avec l'extrême gauche, quitte à rejeter ensuite son alliance.

La politique étant l'art de choisir entre des inconvénients, le pari est entre ces deux risques : celui d'une équipe envahissante appuyée sur une majorité parlementaire écrasante ou une équipe nouvelle à la recherche d'une majorité trop incertaine.

Comme celle du vote blanc perdu dans le lot des nuls, la tentation de l'abstention peut être forte. Mais elle a changé de signification depuis que le parti communiste en a fait une consigne impérative et une attitude offensive. De cette abstention active on n'a pas fini de ressentir les effets sur la liberté de vote, l'avenir des institutions et l'autorité du chef de l'Etat.

Il restera à se demander plus tard si les divisions des Français, inscrites dans leur sol et leur histoire, et l'existence d'un fort parti communiste les destinent durablement à l'élection ou suffrage universel de leur président de la République.

AU JOUR LE JOUR

LES COCUS MAGNIFIQUES

Duel, en apparence, combat singulier, un contre un ; en fait, quel singulier combat, extravagant, vertigineux ! Non pas duel, mais lutte de trois adversaires, dont un ne combat pas, parce que c'est sa façon actuelle de combattre. Non pas un contre un et un contre deux, mais une armée de millions d'hommes contre une autre et la troisième prête à fouler le troisième larçon de la fable.

Troupes hétéroclites des deux côtés, de briscards, de conscrits, d'extrémistes, de centristes, d'indépendants, de compagnons de quelque chose, d'associations, d'organisations, de mouvements pour ou contre on ne sait plus qui, on ne sait plus quoi. Car, de la simple soldat au général, de la fourmi à l'éléphant, on a changé plus souvent de camp que de chemise et plus facilement de programme que de camp.

C'est pourquoi, quand on annonce, à un moment de la bataille : 56 contre 44 qui veulent se battre et 33 qui ne veulent pas, faut-il ajouter : tous, amis, ennemis, fidèles, félons, ralliés, déserteurs, votants malgré la défense non-votants, tous, trompeurs trompés, cocus magnifiques ?

PIERRE MATHIAS.

En raison de l'élection présidentielle « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE » qui paraît habituellement le lundi sera publié dans notre numéro de samedi daté 15-16 juin

RENÉ DUMONT
MARCEL MAZOYER

DÉVELOPPEMENT ET SOCIALISMES

Collection « Esprit » dirigée par J.-M. Domenach, 24 F

SEUIL